

Jordan Bardella annonce sa mise en examen pour ses propos sur Trappes

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 19 minutes,
Mis à jour il y a 7 minutes



Jordan Bardella, invité du Talk Le Figaro.fr, le 7 juin 2021. *Le Figaro*

Le président par intérim du Rassemblement national était l'invité ce matin de la radio Europe 1, où il a indiqué être mis en examen pour avoir «qualifié la ville de Trappes de République islamique».

Le président par intérim du Rassemblement national, Jordan Bardella, a annoncé mercredi 2 février sa mise en examen pour avoir qualifié en octobre 2021 la ville de Trappes (Yvelines) de «*République islamique*».

«*J'ai reçu la notification de la mise en examen pour avoir qualifié la ville de Trappes de République islamique en rentrant chez moi hier*», a indiqué l'eurodéputé RN sur Europe 1. En octobre 2021, après la réélection du maire de Trappes Ali Rabeh, Jordan Bardella, déplorant dans un communiqué que «*le gouvernement reste passif devant la constitution de Républiques islamiques en miniature*», avait réclamé que l'édile, qu'il soupçonnait de clientélisme islamiste, soit révoqué et sa ville mise sous tutelle.

«*Je déplore que la justice française poursuive le même but aujourd'hui que les islamistes, à savoir faire taire ceux qui dénoncent le réel et ceux qui refusent de voir d'innombrables quartiers en France se transformer*», a critiqué mercredi Jordan Bardella. Car cette mise en examen intervient «*dans une période où nous apprenons que des journalistes, et notamment une de vos confrères de M6 et un habitant de Roubaix, ont été placés sous protection policière pour avoir pas seulement dénoncé, mais simplement décrit le réel et*

montré la progression de l'islamisme dans la ville de Roubaix», a-t-il déploré. L'animatrice de M6 Ophélie Meunier et un jeune homme originaire de Roubaix, Amine Elbahi, ont été placés sous protection policière après avoir reçu des menaces à la suite d'un reportage de l'émission «Zone Interdite» sur l'islamisme.

«Cette présidentielle sera évidemment un enjeu de civilisation mais aussi un enjeu de sécurité parce que l'islamisme aujourd'hui a pris le pouvoir dans beaucoup de quartiers et nous sommes les seuls à nous y opposer», a ajouté Jordan Bardella. «Les persécutions physiques ou judiciaires de ceux qui disent le réel en disent long sur l'état de la France. Agissons avant qu'il ne soit trop tard», avait-il tweeté auparavant.

À VOIR AUSSI - Bardella à Macron: «Vous avez fait de l'Europe l'arrière-cour de Washington, la proie de Pékin, l'hôtel de l'Afrique»